



## Conseil économique et social

Distr. générale  
15 janvier 1998  
Français  
Original : anglais

Session d'organisation pour 1998  
22 janvier, 3-6 février et 7 et 8 mai 1998  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire  
Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

## Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Programme de travail de base du Conseil.
4. Proclamation d'années internationales.
5. Rapports, conclusions et recommandations des organes subsidiaires : questions relatives aux droits de l'homme.
6. Coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.
7. Élections, présentation de candidatures et confirmation des candidatures.

## Annotations

## 1. Élection du Bureau

L'article 18 du Règlement intérieur du Conseil prévoit que celui-ci élit chaque année, au début de sa première séance, un président et quatre vice-présidents parmi les représentants de ses membres. On trouvera en annexe la liste des membres du Conseil pour 1998. Conformément au roulement du siège de président entre les groupes régionaux, en 1998 le Président devrait être le représentant d'un État d'Amérique latine et des Caraïbes. Les quatre vice-présidents du Conseil sont élus sur la base d'une répartition géographique équitable entre les quatre autres groupes régionaux.

Le Président et les vice-présidents constituent le Bureau. Le Conseil, sur recommandation du Président, détermine la responsabilité particulière de chaque vice-président.

Conformément à la résolution 1988/77 du Conseil, une séance du Conseil sera convoquée le 22 janvier 1998 pour élire le Bureau.

## 2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

L'article 13 de son règlement intérieur prévoit qu'au début de chaque session, le Conseil, après l'élection du Bureau, lorsqu'elle est requise en vertu de l'article 18, adopte l'ordre du jour de la session.

L'attention du Conseil est appelée sur l'annexe II de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, en particulier sur sa section D, qui contient l'ordre du jour de la session de fond du Conseil. Le présent ordre du jour provisoire est établi conformément aux indications qui y sont données et aux décisions pertinentes des organes délibérants, en particulier aux dispositions de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale.

Dans sa décision 1997/322 sur l'application de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, le Conseil a prié le Secrétaire général d'informer, pendant sa session d'organisation de 1998, les délégations sur les questions pertinentes examinées par le Comité administratif de coordination à sa seconde session ordinaire de 1997.

En outre, dans sa résolution 52/12 B, l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social à examiner, à ses sessions d'organisation et de fond de 1998, dans le cadre de son étude des mandats, de la composition, du fonctionnement et des méthodes de travail de ses commissions techniques et de ses groupes et organes d'experts, comme elle en a décidé dans sa résolution 50/227, les recommandations du Secrétaire général relatives à la réforme de ses organes subsidiaires, y compris un échéancier pour l'application de ses décisions sur la question, ainsi que les recommandations du Secrétaire général relatives à l'organisation et aux méthodes de travail du Conseil, et de lui rendre compte à ce sujet dès que possible pendant sa cinquante-deuxième session.

## 3. Programme de travail de base du Conseil

L'article 8 du Règlement intérieur du Conseil prévoit que celui-ci établit, à sa session d'organisation, avec l'aide du Secrétaire général, son programme de travail de base.

Le Conseil sera saisi du projet de programme de travail de base pour 1998 et 1999, qui a été établi par le Secrétariat conformément aux décisions pertinentes du Conseil et de l'Assemblée générale.

Conformément à la résolution 1988/77 sur la revitalisation du Conseil, le Président organisera, avant la session d'organisation et avec la collaboration des autres membres du Bureau, des consultations avec les membres du Conseil sur le projet de programme de travail et l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général et soumettra au Conseil, pour examen, des propositions à ce sujet.

Dans sa décision 1997/319, le Conseil a décidé que le débat de haut niveau de sa session de fond de 1998 porterait sur le thème suivant : «Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation».

Dans la même décision, le Conseil a également décidé que le débat de sa session de fond de 1998 consacré aux questions de coordination porterait sur le thème suivant : «Suivi et application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne».

Dans la même décision également, le Conseil a décidé que le débat de haut niveau de sa session de fond de 1998 consacré aux activités opérationnelles porterait sur le thème suivant : «Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et

de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement».

#### Documentation

Projet de programme de travail de base du Conseil pour 1998 et 1999 (E/1998/1)

Propositions du Bureau du Conseil relatives au projet de programme de travail de base du Conseil pour 1998 et 1999

#### 4. Proclamation d'années internationales

Dans sa décision 1997/320, le Conseil a décidé de reporter à sa session d'organisation de 1998 l'examen du projet de résolution intitulé «Proclamation d'années internationales».

#### Documentation

Projet de résolution révisé présenté par la Fédération de Russie, intitulé «Proclamation d'années internationales» (E/1997/L.32/Rev.2)

#### 5. Rapports, conclusions et recommandations des organes subsidiaires : questions relatives aux droits de l'homme

Dans sa décision 1997/321, le Conseil a décidé de reporter à sa session d'organisation de 1998 l'examen des recommandations figurant dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session et de prier le Secrétariat de fournir des informations écrites sur les incidences de ces décisions sur le budget-programme.

#### Documentation

Recueil de projets de décision proposés par les organes subsidiaires du Conseil économique et social et appelant une décision du Conseil ou portés à son attention (E/1997/L.23 et Add.2 et E/1997/L.62)

Déclarations présentées par le Secrétaire général conformément à l'article 31 du règlement intérieur du Conseil économique et social sur les incidences administratives et budgétaires des projets de décision recommandés au Conseil pour adoption dans le document E/1997/L.23 et Add.2 (E/1997/L.44 et Add.1)

#### 6. Coopération régionale dans les domaines économique et social et les domaines connexes

À sa deuxième session ordinaire de 1982, le Conseil a décidé de désigner, à sa session d'organisation annuelle, un sujet se rapportant à la coopération interrégionale et intéressant toutes les régions, qu'il examinerait en détail au titre du point de l'ordre du jour relatif à la coopération régionale. Le Conseil devra décider du sujet à retenir afin qu'une section relative à la coopération régionale traitant du sujet retenu puisse être incorporée dans le rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale.

7. Élections, présentation de candidatures et confirmation de candidatures

Le Conseil est appelé à tenir des élections reportées des sessions précédentes pour pourvoir des sièges vacants dans des organes subsidiaires. La liste des sièges vacants paraîtra dans un document séparé. Le Conseil devra également confirmer la candidature de représentants nommés par leur gouvernement pour siéger à des commissions techniques du Conseil depuis la clôture de la session de fond de 1997.

## Annexe

## Membres du Conseil économique et social en 1998

	Mandat arrivant à expiration le 31 décembre
Algérie .....	2000
Allemagne .....	1999
Argentine .....	1998
Bangladesh .....	1998
Bélarus .....	2000
Belgique .....	2000
Brésil .....	2000
Canada .....	1998
Cap-Vert .....	1999
Chili .....	1999
Chine .....	1998
Colombie .....	2000
Comores .....	2000
Cuba .....	1999
Djibouti .....	1999
El Salvador .....	1999
Espagne .....	1999
États-Unis d'Amérique .....	2000
Fédération de Russie .....	1998
Finlande .....	1998
France .....	1999
Gabon .....	1998
Gambie .....	1999
Guyana .....	1998
Inde .....	2000
Islande .....	1999
Italie .....	2000
Japon .....	1999
Jordanie .....	1998
Lesotho .....	2000
Lettonie .....	1999
Liban .....	1998
Maurice .....	2000
Mexique .....	1999
Mozambique .....	1999

---

	Mandat arrivant à expiration le 31 décembre
Nicaragua .....	1998
Nouvelle-Zélande .....	2000
Oman .....	2000
Pakistan .....	2000
Pologne .....	2000
République centrafricaine .....	1998
République de Corée .....	1999
République tchèque .....	1998
Roumanie .....	1998
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	1998
Sainte-Lucie .....	2000
Sierra Leone .....	2000
Sri Lanka .....	1999
Suède .....	1998
Togo .....	1998
Tunisie .....	1998
Turquie .....	1999
Viet Nam .....	2000
Zambie .....	1999

---